

RDC

Sécurité, Armée...

- Kivu

(RDC_1) AFP – 5/10

Des combats opposent depuis jeudi soir une milice Maï-Maï à l'armée dans l'est de la RDC, et les deux belligérants s'accusent de s'être alliés soit à l'armée du Burundi, soit à une rébellion de ce pays active dans l'est congolais.

Selon la milice Maï-Maï, dirigée par un commandant au surnom de "BD", un colonel des Forces armées de RDC (FARDC) aurait été tué lors de cet affrontement qui se déroule sur les moyens plateaux d'Uvira, à une centaine de kilomètres au sud de Bukavu, chef-lieu de la province instable du Sud-Kivu. "On a été attaqués par une coalition de soldats des FARDC et de l'armée burundaise", a dit un proche de cette milice à l'AFP.

Un responsable des FARDC, interrogé dans la matinée, a qualifié cette accusation de "fantasme". "Il n'y a pas de troupes burundaises", a-t-il dit, accusant en retour la milice Maï-Maï de s'être alliée aux Forces nationales de Libération (FNL), une rébellion burundaise dont le responsable Agathon Rwasa a fui le Burundi pour la RDC en juillet 2010.

En début d'après-midi, les combats se poursuivaient dans une zone agricole peu habitée où les miliciens ont établi leurs positions. Ils feraient suite, selon l'armée congolaise, à l'attaque le 27 septembre d'un camp militaire à Luberizi, où des armes et des munitions auraient été emportées.

Le "commandant BD", après avoir été membre de la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD, soutenu par le Rwanda), avait intégré l'armée régulière au début des années 2000 après un accord avec Kinshasa, mais il avait repris le maquis estimant avoir été trompé.

Lire aussi sous :

<http://congosiasa.blogspot.be/2012/10/guest-blog-gordian-knot-of-identity.html>

(RDC_2) Radio Okapi – 6/10

Un officier supérieur du Mouvement du 23 mars (M23), le lieutenant-colonel Saddam Ringo, a réintégré les rangs des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), ont indiqué, vendredi 5 octobre, des sources militaires. Cet officier a entraîné avec lui une dizaine d'hommes, des armes et munitions. Le lieutenant-colonel Saddam a été acheminé, vendredi, à Kinshasa, ont rapporté des sources militaires.

Le Lieutenant-colonel Saddam Edimo Ringo était commandant du 6ème secteur des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) à Fizi-Baraka au Sud-Kivu, avant sa défection au mois d'avril dernier.

(RDC_3) Radio Okapi – 6/10

Des habitants à Kimuka à 30 km de Sange dans le territoire d'Uvira au Sud-Kivu se sont dits, vendredi 5 octobre, préoccupés par « la présence des militaires burundais qui ont traversé la frontière de la RDC la nuit de mercredi à jeudi ». Ces militaires sont rentrés dans leur pays, jeudi, aux environs de 17 heures (heures locales). La présence des militaires burundais a été révélée surtout par des paysans qui se rendaient aux champs.

« Il s'agit tout simplement d'une série d'opérations conjointes entre les FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo) et l'armée burundaise dans le cadre de la sécurisation des parties frontalières des deux Etats », a rassuré pour sa part le colonel Delphin Kahimbi, commandant des opérations au sein de la dixième région militaire que radio Okapi a contactée. Ce sont des officiers de renseignements du Burundi qui sont venus au Congo par convention bilatérale, a-t-il précisé. Il a rappelé que la même opération avait été faite par les officiers de renseignement congolais au Burundi, sans autres précisions de date.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/08/sud-kivu-le-commandant-des-fardc-dement-la-presence-des-militaires-burundais-en-rdc/>

(RDC_4) Radio Okapi – 9/10

Le bilan provisoire de l'explosion d'une grenade survenue, lundi 8 octobre dans la soirée sur l'avenue Mapendo dans le centre commercial de Goma au Nord-Kivu, fait état d'un mort et de vingt-deux blessés. Les autorités locales ont exprimé leur inquiétude sur cette nouvelle facette de la criminalité dans la ville et dénoncé un « terrorisme urbain ». L'attentat n'est encore pas revendiqué, mais la police soupçonne les rebelles du M23.

Aux environs de 19h 45', une grenade dont l'origine de fabrication n'a pas été révélée, a explosé faisant sur place vingt-trois blessés. Peu après, l'une des victimes évacuées à l'hôpital Heal Africa, a succombé à ses blessures. Les sources médicales de Heal Africa et du centre hospitalier Heri Kwetu où ont été admises les autres victimes, ont indiqué que dix autres blessés étaient dans un état critique.

Les responsables de la Police nationale congolaise (PNC) ont attribué cet acte qu'ils qualifient « de terrorisme urbain », aux rebelles du M23, que les autorités de Kinshasa avaient déjà accusé d'avoir perpétré récemment une série de meurtres dans cette ville du Nord-Kivu. « Ces rebelles profitent de ce moment de trêve pour adopter une nouvelle stratégie, similaire à la guérilla urbaine », a commenté un commandant de la PNC sous le couvert de l'anonymat. « Cette nouvelle stratégie d'attaque en masse déjà déjouée à Uvira au Sud-Kivu, gagne du terrain à Goma », a-t-il poursuivi.

Une autre grenade non explosée a été ramassée, ce matin, par les soldats des FARDC au niveau du rond-point Rutshuru, toujours dans le centre commercial de Goma, selon la même source.

L'objectif poursuivi par ces rebelles, selon la police, consiste à saboter les efforts consentis par les autorités provinciales pour sécuriser la ville. Dimanche 30 septembre à Goma, le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej, avait annoncé un renforcement des patrouilles de la police et de l'armée dans cette ville. Selon lui, une vingtaine de personnes suspectées d'être des auteurs ou des complices d'une dizaine de meurtres enregistrés la semaine antérieure à Goma avaient été arrêtées.

(RDC_5) Radio Okapi – 9/10

Les rebelles hutus rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) sont accusés de rançonner les habitants de Miriki et Kimaka, deux villages situés à environ 27 Km de Kanyabayonga (Nord-Kivu). Ils exigeraient aux propriétaires des boutiques et boucheries de leur donner 2 000 francs congolais (près de deux dollars américains) chaque semaine.

Des sources locales rapportent que les commerçants venant des villages périphériques sont contraints de déboursier 100 dollars pour avoir accès aux marchés de Miriki et Kimaka. Ces combattants rwandais auraient également exigé aux habitants de deux villages de leur verser la somme de 2 500 dollars américains à la fin de ce mois d'octobre. D'autres sources indiquent qu'en dehors de ces sommes exigées, la population serait également victime d'exactions de la part de ces combattants.

Pour la société civile de Lubero, les FDLR profitent de l'absence des forces de l'ordre pour faire la loi dans ces localités. Son président estime que ce rançonnement appauvrit davantage la population. Il demande au gouvernement provincial de rétablir l'autorité de l'Etat dans toutes les localités du Nord-Kivu.

(RDC_6) Radio Okapi – 10/10

Les hommes du chef rebelle Manu ont attaqué le village de Bilulu, situé à 150 km au Sud-ouest de Mambasa dans la province du Nord-Kivu, il y a trois jours. Ils ont occupé ce village après avoir délogé les militaires des Forces armées de la RDC (FARDC). Le bilan fait état de quatre personnes tuées et huit autres blessées, selon les sources locales. Les autorités militaires du cinquième secteur des FARDC basées à Butembo ont confirmé cette information. La société civile affirme que Bilulu est le quatrième village occupé par les hommes de Manu.

Les hommes du chef rebelle Manu ont occupé le village de Bilulu vers cinq heures du matin, heure locale, après avoir délogé les militaires des FARDC. Certaines sources locales parlent de deux officiers militaires de FARDC et deux civils tués pendant les affrontements.

D'autres sources indépendantes ajoutent que huit civils ont été grièvement blessés à la suite des tortures et plusieurs cases ont été incendiées.

Selon la société civile locale, ces miliciens occupent actuellement plusieurs villages notamment Bilulu et Lubumbashi dans le Nord-Kivu, ainsi que Njibe et Ehihe en Province orientale.

Les autorités militaires du 5ème secteur basé à Butembo confirment l'attaque et la mort d'un capitaine des FARDC.

(RDC_6_1) AFP – 11/10

Des combats ont éclaté dans la nuit de mercredi entre l'armée congolaise et des miliciens Maï-Maï dans l'est de la RDC, a-t-on appris jeudi de sources rebelle et militaire concordantes. Selon un responsable Maï-Maï, se présentant comme un "colonel" des Maï-Maï Kahasha ces

combats ont fait 4 morts et deux blessés parmi les Forces armées de République démocratique du Congo (FARDC). Ce bilan n'a pas été confirmé du côté des forces régulières.

Ces combats "opposent depuis hier à 04h00 (03h00 GMT) les Maï-Maï Kahasha aux FARDC à Walungu", un territoire de la province instable du Sud-Kivu, a déclaré à l'AFP le milicien précisant qu'il n'avait perdu "aucun élément" ni "enregistré aucun blessé".

"Je confirme les combats", a dit un officier des FARDC déployées au Sud-Kivu. "L'armée est en train de déstabiliser l'ennemi et de le repousser", a-t-il ajouté, précisant que, dans l'après-midi, les affrontements se poursuivaient toujours. Les combats auraient provoqué des déplacements de population.

Selon le colonel Maï-Maï, la milice a été créée il y a plusieurs mois mais a commencé ses opérations mercredi. Elle reproche au président Joseph Kabila d'avoir fraudé pendant les élections contestées de novembre 2011 et le non-respect des accords concernant leur intégration dans l'armée.

(RDC_6_2) Radio Okapi – 11/10

Des affrontements qui ont opposé, mercredi 10 octobre, sur l'axe Katwiguru- Kisharo, au Nord-est du chef-lieu du territoire de Rutshuru les groupes armés Maï-Maï Shetani et les rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR-Soki) ont fait treize morts. Selon des sources de la société civile locale, une dizaine de combattants FDRL et trois Maï-Maï ont été tués. La situation sécuritaire était encore confuse sur cet axe jeudi dans la journée. Plusieurs villages situés sur cet axe se sont vidés de leurs habitants, effrayés par les affrontements.

Les combats ont commencé mercredi aux environs de 5 heures heure locale. Ils se sont poursuivis jusque tard dans la soirée, indiquent les sources de la société civile. Certains habitants du secteur affirment que les Maï-Maï Shetani auraient reçu un renfort d'hommes en tenue militaire venus du secteur de Nyakakoma. Ceux-ci se seraient joints aux Maï-Maï Shetani à Nyamilima pour lancer l'assaut contre les FDLR.

Selon le témoignage des habitants, des détonations d'armes lourdes ont contraint les habitants à fuir leurs localités. Ils ont trouvé refuge vers Kinyandoni, situé à 12 kilomètres de Kiwanja. D'autres ont traversé la frontière en direction de l'Ouganda.

Des sources locales ne s'accordent pas sur les forces qui contrôlent actuellement Katwiguru et Kisharo. Certaines d'entre elles affirment que les Maï-Maï se sont retirés après les combats et que les FDLR sont revenus réoccuper le secteur. D'autres pensent que les Maï-Maï contrôleraient toujours la zone. L'objectif de cette coalition des Maï-Maï serait de poursuivre leur avancée jusqu'à Kiwanja afin de se confronter aux éléments du M23, selon les sources de la société civile locale.

(RDC_6_3) Radio Okapi – 12/10

Les combattants Maï-Maï du chef milicien Paul Sadala, alias Morgan, ont pillé dans la nuit de mercredi 11 à jeudi 12 octobre le village de Kambau, à 140 Km à l'ouest de Butembo, dans le Nord-Kivu. Selon la société civile de Mangurejipa, les Maï-Maï, armés de fusils et de lances,

ont fait irruption dans ce village, en tirant des coups de feu en l'air, avant de passer de maison en maison, ravissant les biens de la population.

La société civile de Mangurejipa rapporte que ces assaillants ont ravi de l'argent et du bétail à la population. Paniqués, les villageois se sont enfuis vers d'autres localités, dont celles voisines de Njiapanda et Byambwe.

Pour sa part, le Commandant de la police du territoire de Lubero, le colonel Serushago, précise que les assaillants se sont ensuite rendus à Bilulu, une de leurs positions, dans le secteur de Mangurejipa.

Le commandant des Forces armées de la RDC (FARDC) de Butembo-ville, le colonel Déo Kayikunza, indique que des mesures sont envisagées au niveau du 5e secteur FARDC, à Lubero, en vue d'aller sécuriser les habitants de Kambau, ainsi que toutes les populations du secteur de Mangurejipa.

- Province Orientale

(RDC_7) Radio Okapi – 7/10

Deux nouveaux officiers supérieurs se réclamant proches du Mouvement du 23 mars (M23) se sont rendus samedi 6 octobre au 906ème régiment de Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) à Marabo dans le district de l'Ituri en Province Orientale. Le commandant de ce régiment, le colonel Fall Sikabwe, a précisé qu'il s'agit du lieutenant-colonel Imoa Mungala Robert, ancien chef d'Etat Major à la 9ème région militaire et du major Nonzi Mbodokana alias Taikondo, ancien commandant bataillon des FARDC à Marobo.

Le colonel Fal Sikabwa a ajouté que ces deux officiers se sont rendus avec une dizaine d'hommes, des armes et des munitions. Il a parlé de deux lance-roquettes, deux PKM et une dizaine d'armes AK40. Il a indiqué que les deux militaires réfractaires seront transférés à Kinshasa pour connaître leur sort.

Pour le président de la société civile de l'Ituri, Jean-Bosco Lalo, transférer tous ces hommes à Kinshasa est une façon de dévier la justice et cacher la vérité sur les défections au sein des FARDC. Elle demande que ces deux militaires qui se sont rendus à l'armée congolaise soient déférées devant les instances judiciaires compétentes à Bunia ou à Kisangani.

Vie politique...

(RDC_8) Belga - 6/10

Un des principaux responsables de l'opposition congolaise, le député Vital Kamerhe, a préconisé l'organisation d'une "grande rencontre de vérité et réconciliation, sans exclusive" pour mettre fin à la crise dans l'est de la RDC, en proie à une nouvelle rébellion.

"Il faut arrêter la guerre parce que, malgré quelques victoires enregistrées par les FARDC (l'armée gouvernementale, ndlr) au début des hostilités, nous craignons que la corruption et le dysfonctionnement au sein de l'armée ainsi qu'au sommet de l'Etat ne conduisent à une

véritable débâcle qui pourrait nous entraîner dans la somalisation de la RDC", a affirmé M. Kamerhe - un ancien proche du président Joseph Kabila passé à l'opposition.

Il y a, selon lui, un "risque sérieux" que cette guerre s'étende vers le sud (au Sud-Kivu et au Nord-Katanga) et vers le nord (en Ituri) "au vu de la multiplicité des acteurs impliqués et groupes armés" présents dans l'est de la RDC. "À l'instar de l'Afrique du sud d'après l'apartheid, la RDC devra tenir une grande rencontre de 'vérité et réconciliation' sans exclusive", a ajouté M. Kamerhe dans une déclaration à la presse.

Selon lui, le pouvoir, l'opposition politique, "tous" les mouvements armés, la société civile, doivent participer à cette rencontre de vérité et de réconciliation pour un "grand débat national" sur des thèmes comme les causes des guerres à répétition à l'est et les moyens d'y mettre un terme, la crise de légitimité (née selon lui des élections contestées de novembre 2011), la restructuration de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), la mise en place de la Cour Constitutionnelle, la tenue des élections provinciales, municipales et locales ainsi que les questions de bonne gouvernance et des droits de l'homme.

Lire aussi sous :

<http://afrikarabia2.blogs.courrierinternational.com/archive/2012/10/08/kivu-rdc-kamerhe-a-t-il-la-solution.html>

(RDC_9) Radio Okapi – 7/10

La plénière de l'Assemblée nationale a statué dimanche 7 octobre sur deux points. Il s'agit de la loi instituant la commission nationale des droits de l'homme en RDC et la présentation du rapport de la commission Politique, administratif et judiciaire (PAJ) sur le projet de loi modifiant la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Ces travaux se sont déroulés sans les députés de l'opposition.

Ils ont quitté la salle avant le début du débat, exigeant au préalable la mise sur pied d'une commission spéciale pour dégager les imperfections contenues dans ce texte du gouvernement. Pour eux, il n'est pas question de présenter un rapport incomplet à la plénière. Ils ajoutent que leur proposition d'élaguer les incohérences dans le projet de loi sur la réforme de la Ceni avait été approuvée par le président de la chambre basse, Aubin Minaku.

« L'opposition est surprise que le bureau de l'Assemblée nationale programme aujourd'hui la plénière sur le projet de loi en discussion à la commission PAJ sur la Ceni parce qu'il y avait des questions de divergences fondamentales sur la composition du bureau de la Ceni », a affirmé Jean-Lucien Busa du Mouvement de libération du Congo (MLC).

Parmi des points qui divisent les députés de l'opposition avec leurs collègues de la Majorité, il y a notamment les organes de la CENI, la composition du bureau, le nombre de membres du bureau et les modalités de recrutement des cadres et agents de la CENI. « Nous avons tiré des leçons des dernières élections de 2006 et 2011 où il a été clairement indiqué qu'il y avait des problèmes qui doivent être résolus et par la loi et par les animateurs. Ce que nous exigeons, c'est la transparence du processus électoral. Nous voulons que les décisions en rapport avec les divergences soient prises par consensus pour que les générations futures ne posent palus les mêmes problèmes », a ajouté Jean-Lucien Busa.

Pour sa part, Willy Bakonga, un député de la Majorité présidentielle, juge inopportune cette démarche de l'opposition. Il pense que le schéma adopté à la plénière pour l'examen de cette loi est démocratique. « Je suis très étonné que l'opposition veule se substituer en plénière et imposer un rythme de travail. Il ne faudrait pas qu'elle soit mal intentionnée. Nous avons beaucoup de considération envers nos collègues de l'opposition mais ils doivent savoir que personne n'est au-dessus de la plénière, même le bureau de l'Assemblée. Lorsque la plénière institue une commission et lui donne un délai pour rendre compte, il faudrait que la plénière en temps imparti aie le rapport », a déclaré Willy Bakonga. Il appelle ses collègues de l'opposition à la modération et les invite à regagner la salle pour poursuivre les travaux.

Après avoir boycotté les travaux de la plénière, les opposants se sont réunis à l'Hôtel Faden House, à côté du Grand Hôtel Kinshasa [siège provisoire de l'Assemblée nationale] pour une concertation en vue de dégager une position commune.

(RDC_10) AFP – 8/10

La majorité et l'opposition en RDC vont tenter d'aplanir leurs différends sur la réforme de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), très critiquée pour sa gestion des élections contestées de novembre 2011, a-t-on appris lundi auprès de l'opposition.

Après un entretien lundi matin avec le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, l'opposition a accepté "l'idée d'une commission spéciale" chargée de "négocier les points de désaccord", a déclaré un député du Mouvement pour la libération du Congo (MLC), Jean-Lucien Busa, à l'AFP. Selon lui, cette commission compte une dizaine de membres (dont près de la moitié d'opposants). "Nous avons souhaité que dès demain on nous convoque et que l'on commence la première réunion", a ajouté l'élu du MLC, deuxième groupe d'opposition parlementaire.

Le gouvernement a adopté le 21 septembre un projet de loi proposant que la Ceni passe de sept à onze membres. Deux postes seraient réservés à la société civile et les autres attribués "au prorata" de la composition de l'Assemblée - dominée par le camp du président réélu Joseph Kabila. Mais l'opposition réclame l'institution d'un bureau où majorité, opposition et société civile auraient le même nombre de représentants. Elle souhaite aussi que le président de la Ceni soit issu de la société civile et la création d'une instance qui, dans certains cas, aurait un pouvoir supérieur à celui du bureau.

Selon plusieurs sources diplomatiques, la réforme de la Ceni était une des "conditions" posées pour la visite du président français François Hollande au sommet de la Francophonie (12-14 octobre). M. Minaku avait affirmé que la réforme serait votée avant le 15 octobre. "C'est jouable, c'est une question de volonté politique. Si dans 48 heures nous nous sommes mis d'accord, ça veut dire que la loi passe au niveau de l'Assemblée nationale, le lendemain elle est transmise au Sénat, et ce n'est pas sûr que le Sénat prendra beaucoup de temps" pour voter, a souligné M. Busa.

(RDC_11) Radio Okapi – 9/10

Des barricades ont été placées sur les grandes artères de Mbuji-Mayi et des pneus brûlés dans certaines avenues de la ville, particulièrement dans sa partie Nord, bastion de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti de l'opposant Etienne Tshisekedi, ce mardi 9 octobre dans la matinée. Conséquence : les activités ont été paralysées. Cette situation est

consécutives, selon des sources locales, au mot d'ordre de ville morte lancé par l'UDPS pour protester contre le sommet de la Francophonie prévu du 12 au 14 octobre à Kinshasa.

Certaines écoles n'ont pas ouvert leurs portes, les bureaux de certaines entreprises sont restés fermés. Des agents de la fonction publique qui se rendaient au travail ont été agressés au marché central de Bakwa Dianga dans la commune de Dibindi. Certains habitants disent respecter le mot d'ordre de ville morte lancé par l'UDPS depuis le week-end dernier pour protester contre la tenue du sommet de la Francophonie.

Des témoins rapportent que dans la commune de la Muya, des personnes qui voulaient se rendre au travail dans la matinée ont rebroussé chemin après avoir trouvé des barricades sur leur chemin. Dans la même commune, des pneus ont été brûlés sur certaines routes pour empêcher tout passage.

Des personnes non identifiées ont molesté un agent de la Société nationale de loterie (Sonal) qui a été grièvement blessé. Les mêmes personnes ont lancé des pierres contre des policiers déployés à proximité du rond-point de l'Etoile. Un véhicule de la police a essuyé également un jet de pierres sur l'avenue Kalambayi Nzevu. Les éléments de la police ont riposté en lançant des gaz lacrymogènes. Le bilan de ces accrochages n'est pas encore connu. Quinze personnes ont été interpellées par la police, selon des témoins.

Depuis le week-end dernier, des tracts appelant à une ville morte ce mardi ont été diffusés à Mbuji-Mayi.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/09/kinshasa-ludps-aurait-maintenu-des-journees-occupation-des-rues-pour-rencontrer-francois-hollande/>
<http://www.tv5.org/cms/chaîne-francophone/info/p-1911-RDC-Francophonie-le-camp-de-l-opposant-Tshisekedi-prepare-une-manifestation.htm?&rub=4&xml=121010152821.eaqth3a.xml>

(RDC_12) Radio Okapi – 11/10

L'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC) de l'ancien président de l'Assemblée nationale Olivier Kamitatu a appelé, mercredi 10 octobre, le président congolais Joseph Kabila à rappeler « toutes affaires cessantes, son ambassadeur auprès de la République du Rwanda ». Dans une déclaration politique lue par le président de l'ARC, Olivier Kamitatu, ce parti de la Majorité présidentielle a aussi demandé au chef de l'Etat de nommer « rapidement » des militaires au gouvernement et administrations territoriales de la province du Nord-Kivu.

L'ARC justifie sa demande par l'absence de résultats de l'armée congolaise sur le terrain. Cette situation augmente sensiblement les risques d'enlèvement voire de contagion du conflit à d'autres provinces ainsi que le foisonnement de nouveaux groupes armés congolais instrumentalisés par des puissances voisines, estime Olivier Kamitatu.

Pour Olivier Kamitatu, le chef de l'Etat congolais devra proclamer l'état d'urgence dans les deux Kivu et procéder rapidement aux nominations des gouverneurs et administrateurs des territoires issus des rangs des FARDC. « L'ARC demande au chef de l'Etat de prendre, en sa qualité de commandant suprême des forces armées, les décisions pertinentes visant à

sanctionner tous ceux qui, au sein de l'armée ont manqué à leur devoir », a également demandé Olivier Kamitatu.

L'ARC s'oppose aussi à toute négociation avec les forces négatives et considère qu'en entamant des négociations l'impunité va céder le pas à la réconciliation. Ce qui fait croire à Olivier Kamitatu que les criminels prennent le dessus sur les victimes, ébranlant ainsi les fondements de la nation congolaise et menaçant l'avenir du pays.

Par ailleurs, l'ancien président de l'Assemblée nationale appelle le gouvernement à sanctionner avec fermeté « les cas d'enrichissement sans cause des officiers et des fonctionnaires qui par leurs agissements ont trahi la nation ». Ce même gouvernement, ajoute-t-il, est invité à faire preuve de réalisme et de lucidité en mobilisant prioritairement les moyens financiers en vue de la paix, a-t-il ajouté.

L'ARC soutient que si le gouvernement ne met pas fin à la guerre dans l'Est du pays, tout programme économique visant à un relèvement significatif des conditions de vie des populations congolaises est un « leurre inévitablement voué à l'échec ».

(RDC_13) Radio Okapi – 11/10

Le président de l'Union de la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, a estimé mercredi que les propos du président français François Hollande qualifiant d'« inacceptable » la situation de la démocratie en RDC, était « une correction fraternelle à l'endroit du pouvoir de Kinshasa ». Pour Vital Kamerhe, qui parlait au nom de l'opposition congolaise, le discours du chef de l'Etat français doit être pris comme une interpellation et non comme source d'irritation.

Selon le président de l'UNC, tout Congolais de bonne foi devrait se retrouver dans ce propos. Devant la presse, mercredi à Kinshasa, Vital Kamerhe a expliqué : « Pourquoi les gens de Kabila croient que le président Hollande s'est adressé Kabila ? Quand il a dit que la démocratie, les droits de l'homme et l'opposition se portent mal au Congo, quand il ajoute qu'il y a une forte corruption dans notre pays, qu'est-ce qui est faux dans ce qu'il dit ? Donc, il nous interpelle ! » Il a estimé que ces propos étaient une correction fraternelle. « Il n'y a qu'un ami qui peut vous rappeler à vos devoirs et responsabilités », a poursuivi le leader de l'UNC. Il a appelé les autorités du pays, au lieu de s'irriter, à se mettre à l'évidence que « le pays est mal géré, si pas tout simplement pas géré ».

Vital Kamerhe a dénoncé « l'encercllement », par les forces sécurité, de la résidence du leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Etienne Tshisekedi : « Les élections de 2011 étaient un véritable hold-up électoral. Le président Kabila lui-même a reconnu qu'il y a des irrégularités. Aujourd'hui, s'agissant de la démocratie, est-ce que c'est normal que Monsieur Etienne Tshisekedi soit encerclé par des militaires ? Est-ce que c'est acceptable ça ? » Il a appelé les uns et les autres à bien interpréter le discours du président français. « Quand [Hollande] parle des droits de l'homme, est-ce que Floribert Chebeya n'avait pas été assassiné dans les locaux de la police ? », a interrogé Vital Kamerhe, parlant de ce défenseur des droits de l'homme retrouvé mort dans sa voiture le 1er juin 2010 dans la périphérie Ouest de Kinshasa.

(RDC_14) Radio Okapi – 11/10

« Les militants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) ne sont pas obligés d'accompagner Etienne Tshisekedi à son audience avec le président français François Hollande » a déclaré, mercredi 10 octobre, le porte-parole du gouvernement congolais Lambert Mende dans une conférence de presse. François Hollande rencontrera tour à tour, samedi 13 octobre, le président Kabila, les membres de l'opposition et de la société civile dans le cadre du XIVème sommet de la Francophonie qui se tient cette année à Kinshasa.

Pour Lambert Mende, le sommet de la francophonie ne doit pas être perturbé par une quelconque manifestation non autorisée. Selon lui, le gouvernement n'interdit à personne de manifester sur la voie publique, pourvu de ne pas gêner les droits des autres.

Lambert Mende a indiqué que toute action des militants de l'UDPS devrait être coordonnée par l'hôtel de ville et la Police nationale congolaise (PNC) : « La police dira si c'est possible d'accompagner Monsieur Tshisekedi ou non, parce que c'est lui seul qui attendu [par François Hollande]. Ce ne sont pas tous les autres militants. Et il y a pas mal d'opposants qui iront à l'audience ». « Si les gens veulent faire ces choses-là, ils vont en informer la police, qui appréciera. Si c'est possible, on le fera. Si n'est pas possible, ça ne se fera pas ! (...) Si c'est de la provocation, la police est là pour répondre aux provocations », a prévenu Lambert Mende.

Le parti de l'opposant Etienne Tshisekedi a maintenu le programme «d'occupation des rues, avenues et boulevards» ainsi que celui d'accompagnement de son président à la rencontre avec François Hollande. Le secrétaire général intérimaire de l'UDPS, Bruno Mavungu Puati, l'avait souligné dans un communiqué publié en début de semaine.

Lors de son séjour à Kinshasa, le chef d'Etat français va s'entretenir avec son homologue congolais, les leaders de l'opposition et de la société civile de la RDC.

Justice et Droits de l'homme...

(RDC_15) AFP – 7/10

Un ancien député congolais d'opposition, né de parents européens, a été condamné par une cour d'appel de Kinshasa à quatre ans de prison pour faux et usage de faux documents lui attribuant la nationalité congolaise, a-t-on appris auprès d'un de ses avocats.

Pierre-Jacques Chalupa, 64 ans, naturalisé congolais en 1999 et seul député blanc élu en 2006, était emprisonné depuis près de neuf mois et son procès s'est terminé début août. "On s'attendait à un acquittement parce que les faits ne reposaient sur aucun élément fiable", a indiqué samedi Me Jean-Marie Kabengela à l'AFP.

M. Chalupa ne s'était pas représenté aux élections contestées de 2011 mais avait soutenu Etienne Tshisekedi, le président de l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS), le premier parti d'opposition qui a rejeté le résultat des scrutins.

Emprisonné après ces élections remportées par le président réélu Joseph Kabila et son camp, il était accusé de faux et usage de faux à propos de l'attestation d'acquisition de la nationalité congolaise, ainsi que sa carte d'électeur et son passeport congolais.

"Il est curieux qu'un administré soit condamné pour les actes délivrés par l'administration alors qu'il n'a pas la capacité nécessaire pour juger de la véracité ou de la non-véracité des documents qu'on lui délivre", a souligné Me Kabengela. "C'est une peine lourde qui ne se justifie pas, qui ne peut être justifiée que par sa position politique (d'opposant). C'est un règlement de comptes politique, nous entendons aller en appel devant la Cour suprême de Justice" dès lundi, a-t-il ajouté.

M. Chalupa, né à Uvira, au Sud-Kivu, d'une mère grecque et d'un père d'origine portugaise dont les parents vivaient au Congo, a vécu toute son enfance à Kinshasa. Après des études d'architecture à Bruxelles, il est revenu en RDC où il été actif dans l'affichage et la publicité.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/07/rdc-pierre-chalupa-condamne-4-ans-de-prison-pour-faux-usage-des-faux/>

(RDC_16) Radio Okapi – 11/10

Le député de l'opposition Eugène Diomi Ndongala porté disparu depuis le 25 juin dernier a été retrouvé vivant et affaibli, mercredi 10 octobre, tard dans la nuit dans la commune de Ngaliema, à l'ouest de Kinshasa, non loin du centre supérieur militaire. Diomi Ndongala était recherché par la justice qui le poursuit pour viol sur mineures.

Le secrétaire général de « La Démocratie Chrétienne », parti de Diomi Ndongala, a confirmé jeudi matin à Radio Okapi l'information qui a commencé à circuler jeudi à l'aube sur les réseaux sociaux. Freddy Kita Bokusu confirme aussi que M. Diomi Ndongala a été « abandonné la nuit près du Centre supérieur Militaire à Binza Ozone ». « M. Diomi Ndongala a été libéré hier soir de son lieu où il était gardé au secret. Il est très très faible au moment où nous parlons, il est sous perfusion. Vous savez qu'il a subi des mauvais traitements. Dès qu'il sera rétabli il va expliquer ce qu'il a subi comme sort. Il a été jeté sur la route de Matadi vers 1 heure du matin. C'est vraiment malheureux pour ce pays qui se dit être démocratique », a déclaré Guy Kita à Radio Okapi.

Depuis sa disparition, fin juin à Kinshasa, l'opposition appuyée par les organisations de défense des droits de l'homme affirmaient que Diomi Ndongala était enlevé et détenu au secret.

Lire aussi sous :

<http://afrikarabia2.blogs.courrierinternational.com/archive/2012/10/11/rdc-reapparition-surprise-de-diomi-ndongala.html>

<http://www.rfi.fr/afrique/20121012-rdc-malgre-reapparition-opposant-diomi-ndongala-polemique-desenfle-pas>

(RDC_16_1) Belga – 11/10

Reporters sans frontières (RSF) et Journaliste en danger (JED) ont appelé jeudi la communauté internationale à mettre la pression sur les pays d'Afrique centrale, et singulièrement sur la RDC, hôte du 14ème sommet de la francophonie, afin qu'ils respectent la liberté de la presse.

Lors d'une conférence de presse organisée à Kinshasa à la veille de l'ouverture du sommet, les deux organisations ont dénoncé la "grave détérioration" de la situation des médias en RDC, mais aussi au Rwanda, au Burundi, au Gabon, au Congo-Brazzaville, au Cameroun et au Tchad. En RDC, Journaliste en danger a recensé 42 arrestations, 57 cas de menaces et d'agressions et 43 cas de censures dans son rapport sur l'année 2011, marquée par une élection très tendue. Un nouveau rapport diffusé jeudi par RSF fait état d'une recrudescence des pressions et arrestations arbitraires depuis cet été à l'est du pays, en proie à un regain de violences.

Les deux organisations dénoncent aussi le maintien en détention du journaliste Patrick Palata, incarcéré depuis deux ans dans une prison militaire. Deux de ses confrères, Fortunat Kasongo et Pierre Sosthène Kambidi, sont détenus depuis plus d'un mois par l'Agence nationale de renseignement.

RSF et JED interpellent le président congolais Joseph Kabila. "Vous nous aviez pourtant promis de lutter contre l'impunité", lui lancent les deux ONG, qui appellent aussi la communauté internationale à profiter du sommet francophone pour mettre la pression sur l'Afrique centrale. Elles saluent à cet égard les mots fermes prononcés par le président français François Hollande, en l'invitant à ne dévier de cours. "Le dire depuis Paris, certes, mais il faudra aussi dénoncer ce qui ne vas pas, ici, à Kinshasa", a affirmé Ambroise Pierre (RSF) lors de la conférence de presse.

(RDC_16_2) Radio Okapi – 12/10

La télévision Jua (RTL J), une chaîne privée émettant à Lubumbashi, a été suspendue, jeudi 11 octobre, jusqu'à nouvel ordre pour avoir diffusé deux émissions frappées d'interdiction par l'organe de régulation des médias congolais, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication. Le CSAC accuse la RTL J d'avoir violé la mise en demeure, décidée mercredi par le conseil national de l'audiovisuel, en diffusant dans la soirée du 10 octobre les émissions «Yoka Lokole» et «Furaha ya Katanga» frappées par cette mesure.

Le CSAC reproche aux animateurs de ces émissions l'«incitation à la haine tribale, l'utilisation abusive des medias, stigmatisation d'autrui, et l'incitation à la violence».

Non seulement la RTLJ n'a pas respecté la mesure prise par le CSAC, selon Alain Nkoy, mais ce média n'a pas non plus transmis le cahier de charges de programmes concernés. Cette mesure a été prise parce que le média de Lubumbashi Jua «a commis un acte de rébellion» à l'endroit de l'institution publique en charge de régulation des médias, a-t-il précisé.

Pour les mêmes griefs, le vice-président du CSAC avait annoncé, lundi, la mise en demeure d'une dizaine d'autres émissions et magazines. Il s'agit notamment de «Amka Raiya», «Panorama», «Odi camera» diffusées sur la RTNC ainsi que de «Radi inariya» et «Mbonda Ebeti» diffusés sur Nyota TV et Wantashi TV.

Pendant sept jours, ces émissions ne devraient pas être diffusées. Leurs cahiers de charges formulés selon les prescriptions du CSAC doivent être adressés à cet organe pour examen.

Mercredi 3 octobre, l'ONG Journaliste en danger (JED) avait exprimé «ses très vives inquiétudes à la suite de l'escalade d'insultes et attaques personnelles et de la montée du discours d'incitation à la haine tribale observée depuis plusieurs semaines dans certains

médias du Katanga, suite à la publication d'une série de lettres ouvertes mettant en cause le gouverneur de province Moïse Katumbi Chapwe ». Le communiqué de JED appelait tous les professionnels des médias du Katanga à faire preuve de la plus grande réserve.

C'est pour la deuxième fois, depuis le début l'année, que RTL J appartenant à l'ex-ministre Jean-Claude Muyambo soit suspendue. Ses émissions avaient été suspendues, vendredi 13 janvier, pour une durée de sept jours par le CSAC pour diffusion des «propos méprisants et autres insinuations injurieuses» à l'endroit de certaines personnalités du pays.

Économie, Finances...

(RDC_17) Radio Okapi – 10/10

La Société nationale d'électricité (Snel) à Kalemie, a tiré, ce mercredi 10 octobre, la sonnette d'alarme sur le danger que fait peser sur la centrale hydro-électrique de Bendera l'exploitation artisanale de l'or. En creusant de l'or en amont de la rivière Kiyimbi qui alimente la centrale, la terre ainsi excavée est charriée vers le bassin de retenue des eaux et même au niveau de la machine.

« L'eau qui vient à la machine est vraiment chargée de terre, au point qu'elle est en train d'endommager la roue », a expliqué le directeur de district ad intérim de la Snel, William Ngoie Lukumbi qui a, par ailleurs, appelé à l'arrêt immédiat de cette exploitation artisanale de l'or : « La Snel a saisi les autorités compétentes, c'est-à-dire le commissaire de district et d'autres autorités qui, normalement, doivent intervenir pour empêcher les gens qui font ces travaux, parce que l'avenir de la centrale est en jeu ». Si cette extraction de l'or continue, a prévenu Ngoie Lukumbi, « la roue [de la turbine] sera complètement endommagée. On ne sera plus en mesure d'assurer la fourniture de l'énergie électrique dans la ville de Kalemie et ses environs ».

Cette centrale est l'unique qui alimente Kalemie en électricité. Lorsqu'elle tombe en panne, comme en 2009, certains quartiers sont partiellement approvisionnés grâce à des groupes électrogènes, d'autres sont soumis au délestage et d'autres encore sont laissés carrément dans le noir, parfois pendant plusieurs mois.

Relations extérieures

(RDC_18) Radio Okapi – 6/10

Les présidents Denis Sassou Nguesso du Congo-Brazzaville et Manuel Pinto Da Costa de Sao Tomé et Principe demandent la mise en place de la force internationale neutre à la frontière entre la RDC et le Rwanda. Les deux chefs d'Etats l'ont signifié dans un communiqué conjoint rendu public, le samedi 6 octobre à l'issue d'une visite de 72 heures que le président de Sao Tomé et principe a effectué à Brazzaville, la capitale congolaise. Les deux présidents ont exprimé leur vive préoccupation suite à la crise qui prévaut à l'Est de la RDC.

Le président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso et celui de Sao Tomé et Principe, Manuel Pinto Da Costa se sont entretenus sur la situation sécuritaire à l'Est de la RDC. Les deux chefs d'Etat demandent la mise en application des initiatives prises pour le retour de la paix dans l'Est de la RDC dans le cadre de la conférence internationale des pays des Grands

Lacs. Ils ont évoqué la décision de mettre en place une force internationale à l'Est de la RDC prise en septembre dernier à Goma dans le Nord-Kivu.

Le président Pinto Da Costa s'est aussi dit préoccupé par la situation politico-militaire qui prévaut au Mali. Les deux présidents ont, par ailleurs, manifesté leur disponibilité à relancer les travaux de la conférence internationale des pays du Golf de Guinée afin de prévenir la sécurité maritime dans la sous-région de l'Afrique centrale.

(RDC_19) Radio Okapi – 7/10

Les ministres de la Défense des Etats membres de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL) sont réunis samedi 7 octobre à Kampala, en Ouganda. Ils analysent le rapport de l'équipe militaire d'évaluation composés d'experts de leurs pays, portant sur la capacité de nuisance des principaux groupes rebelles actifs au Nord et Sud Kivu, en RDC, dont le M23.

La réunion des ministres de la Défense des Etats membres de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL) vient en prélude au quatrième sommet extraordinaire de chefs d'Etats de la CIRGL prévue samedi soir à Munyoyo, toujours en Ouganda.

Lire aussi sous :

<http://congosiasa.blogspot.be/2012/10/the-stakes-of-kampala-summit.html>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/08/force-neutre-rwanda-rdc-les-chefs-detat-des-grands-lacs-se-reunissent-kampala/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/08/nord-kivu-la-societe-civile-appelle-la-cirgl-liberer-la-population-en-otage-des-groupes-armes-rutshuru/>

(RDC_20) Radio Okapi – 8/10

Les chefs d'Etats et de gouvernements de la Conférence de la région des Grands Lacs (CIRGL) ont constaté, lundi 8 octobre au cours du IVème sommet de Kampala (Ouganda), avec regret, l'avancée du M23 dans la conquête de nouvelles localités du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Ils ont accordé un délai de deux semaines à l'équipe militaire d'évaluation pour mettre en place, dans les deux semaines à venir, les procédures opérationnelles en vue du déploiement de la Force neutre internationale à déployer à la frontière entre la RDC et le Rwanda.

Quatre pays dont les identités n'ont pas été révélées, présents au IVème sommet de Kampala (Ouganda), ont promis de faire connaître dans le meilleur délai leur nature et degré de contribution pour l'opérationnalisation de la Force internationale neutre à déployer à la frontière entre la RDC et le Rwanda.

Les chefs d'Etats et de gouvernements ont également recommandé au président en exercice de la Conférence internationale de la région des Grands lacs (CIRGL), l'Ougandais Yoweri Kaguta Museveni, de contacter d'autres pays d'Afrique afin d'apporter leurs contributions. La CIRGL dit avoir le mandat de passer en action, si la situation se détériorait sur terrain, en attendant d'autres interventions.

« Nous avons aussi constaté qu'il existe un mandat régional pour agir. Si la situation sur terrain exige une exigence d'actions opérationnelles, avec ce mandat régional, il y a lieu de

pouvoir agir, en attendant que l'Union africaine et les Nations unies puissent se prononcer », a rassuré le secrétaire général de la CIRGL, le Congolais Ntumba Lwaba.

Lire aussi sous :

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5g1WmhZerft5uTzu5I8ljF37V8Z0g?docId=CNG.37167b40cdf24d8a073eb794e07eefb8.891>

<http://af.reuters.com/article/drcNews/idAFL6E8L9Q2220121009?sp=true>

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20121010152837/rwanda-rebellion-paul-kagame-joseph-kabilacrise-au-nord-kivu-kinshasa-pousse-a-negocier-avec-le-m23.html>

(RDC_21) AFP – 9/10

Le président français François Hollande, qui se rend ce week-end à Kinshasa pour un sommet de la Francophonie, a estimé mardi que la situation était "tout à fait inacceptable" sur le plan de la démocratie en RDC. "La situation dans ce pays est tout à fait inacceptable sur le plan des droits, de la démocratie, et de la reconnaissance de l'opposition", a-t-il souligné lors d'une conférence de presse commune avec le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

Après avoir hésité cet été, M. Hollande a finalement décidé de se rendre à Kinshasa, où il a promis de rencontrer "l'opposition politique, les militants associatifs, la société civile" et de "tout dire partout". "L'autre préoccupation est l'agression dont ce pays est l'objet, venant de l'extérieur, sur ses frontières, et notamment au Kivu", a par ailleurs déclaré M. Hollande, en se prononçant pour la protection des frontières de la RDC.

Ce durcissement des positions intervient alors que, durant l'été, une grande partie de l'opposition congolaise et plusieurs associations en France avaient demandé à M. Hollande de ne pas se rendre à Kinshasa, pour ne pas conforter un "régime illégitime en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme" après les élections contestées de novembre 2011 qui ont conduit à la réélection de M. Kabila et à la victoire de son camp aux législatives. M. Hollande avait finalement décidé d'y aller, mais en avertissant qu'il pourrait "tout dire, partout".

De Kinshasa, "pays marqué par un certain nombre de difficultés démocratiques", M. Hollande entend s'adresser "à tous les francophones mais aussi aux Africains" pour leur dire que le français est "une langue de valeurs, de principes". Il a cité "la démocratie, la bonne gouvernance et la lutte contre toutes les corruptions".

Lire aussi sous :

<http://www.amnesty.fr/Presse/Communiqués-de-presse/l-approche-de-l-ouverture-du-Sommet-de-la-Francophonie-Kinshasa-Amnesty-International-demande-l-arre-6328>

<http://af.reuters.com/article/drcNews/idAFL6E8L9HC320121010?sp=true>

<http://trendstop.levif.be/fr/belga/1066/229789/francophonie-esperant-des-conclusions-fortes-dallemagne-regrette-labsence-de-preparation-en-belgique.aspx>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/11/francois-hollande-je-dirai-kinshasa-ce-je-dis-partout/>

<http://af.reuters.com/article/drcNews/idAFL6E8LBQXF20121011?sp=true>

(RDC_22) AFP – 9/10

La RDC a estimé mardi que la déclaration du président français François Hollande, qui a jugé "tout à fait inacceptable" la situation de la démocratie dans le pays, ne reflétait "aucune réalité".

"S'il parle de la situation à l'est", en proie à un regain d'instabilité causé par des groupes armés locaux et étrangers, "dans ce cas nous sommes tout à fait d'accord: la situation des droits de l'Homme est tout à fait inacceptable", a déclaré le porte-parole du gouvernement Lambert Mende. Mais si cette déclaration concerne tout le pays, "c'est une évaluation qui ne correspond à aucune réalité. (...) Je voudrais d'abord insister sur le fait que c'est au peuple congolais d'accepter ou ne pas accepter une situation au Congo", a-t-il ajouté.

"Le peuple congolais s'est prononcé (lors des élections contestées) en novembre 2011, et nous ne voyons pas qui est plus attiré que le peuple congolais à accepter ou à ne pas accepter une situation", a insisté le porte-parole. "Pour ce qui est de l'opposition (...) nous pensons qu'il a besoin de compléter son information, ce qui rend son voyage très utile parce qu'il se rendra compte qu'il n'y a pas un pays en Afrique qui donne d'aussi larges possibilités d'expression et d'organisation à l'opposition", a-t-il ajouté.

Lire aussi sous :

<http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/p-1911-A-Kinshasa-un-sommet-de-la-Francophonie-tres-politique-et-sous-tension.htm?&rub=4&xml=121010063331.ts5zfv3h.xml>

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jDBMxmtGgMWzIPsFnMw2NZPDhQ?docId=CNG.6cb1639485a2d946484c65c2e1415483.951>

<http://www.challenges.fr/media/20121010.AFP1634/rdc-la-presse-divisee-sur-les-declarations-de-francois-hollande.html>

<http://afrikarabia2.blogs.courrierinternational.com/archive/2012/10/11/rdc-hollande-joue-gros-a-kinshasa.html>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/12/rdc-le-message-de-francois-hollande-mieux-accueilli-par-la-majorite-au-pouvoir/>

(RDC_24) Radio Okapi – 12/10

Le président du Conseil de sécurité, Gert Rosenthal, a déploré, mercredi 10 octobre à New-York, des « violations massives des droits de l'homme » dans l'Est de la RDC. Selon lui, le Conseil pense qu'une solution politique est nécessaire pour sortir de la crise actuelle dans ce pays.

Devant la presse au siège des Nations unies, Gert Rosenthal, a déclaré : « La situation est préoccupante. Le M23 a étendu ses conquêtes territoriales dans l'Est du Congo. Il y a de sérieuses violations des droits de l'homme, [dont] le recrutement d'enfants-soldats et l'exploitation sexuelle ». Il a salué notamment l'initiative de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) pour résoudre la crise dans l'Est de la RDC

L'ambassadeur Rosenthal a précisé qu'une déclaration présidentielle du Conseil de sécurité sur la RDC serait rendue publique au début de la semaine prochaine. Il s'est exprimé ainsi à l'issue d'une réunion à huis clos des membres du Conseil de sécurité autour d'un exposé sur la situation en République démocratique du Congo. L'exposé a été présenté par Edmond Mulet, le sous-secrétaire général de l'Onu aux opérations de